

SECURITE ROUTIERE

Le permis à points a été enterré

Motards et chauffeurs de poids lourds ont symboliquement enterré le permis à points. Qui serait, selon eux, une catastrophe socio-économique.

Environ 150 motards et chauffeurs de poids lourd ont enterré symboliquement samedi midi le permis de conduire à points, devant le siège du MR à Bruxelles.

Selon la Fédération Belge des Motards en Colère (FBMC) et le syndicat du transport et de la logistique (Secop-Itsre), à l'initiative de l'action, le permis à points n'aurait aucune influence positive sur la sécurité routière, « bien au contraire », et aura des conséquences négatives d'un point de vue socio-économique pour de nombreuses personnes.

« Quelqu'un qui commet par exemple huit infractions minimales en l'espace de trois ans, perdra son permis de conduire pour une durée de trois mois », indique Alain Durant, du syndicat Secop-Itsre. « Cela *ment sur la route et pas seulement des experts dans les bureaux* ».

La ministre de la Mobilité Jacqueline Galant (MR) regrette de son côté l'action de samedi, précise-t-elle dans un communiqué, soulignant que les représentants de la Fédération Belge des Motards en Colère avaient été reçus à son cabinet.

peut être une raison pour un employeur de licencier une personne, alors qu'il est déjà difficile de trouver un emploi avec la situation économique actuelle. »

Ce type de permis engendrerait aussi de la concurrence déloyale dans le secteur des transports, ajoute-t-il. « *Le permis ne s'applique pas aux conducteurs étrangers, par exemple d'Europe de l'Est. Cela incitera donc des employeurs belges à engager davantage parmi ces chauffeurs* ».

De plus, le permis à points fera peu de différence en termes de sécurité routière, dénonce Joe Vereecke, de la FBMC. « *Bien au contraire. En France par exemple, on constate une augmentation chaque année de 6 % de la délinquance routière depuis son instauration. Celui qui roule actuellement sans permis continuera de le faire si on lance un permis à points et il y aura même davantage de conducteurs sans permis.* »

Les deux organisations réclament une autre approche de la sécurité routière, plus axée sur l'éducation et la sensibilisation et qui tienne compte de « *l'expérience des personnes qui sont quotidiennement* ».

« *Je leur ai expliqué que le permis à points était une piste évoquée dans l'accord de gouvernement mais que rien n'était sur la table. Un courrier et deux mails en ce sens ont été adressés à la Fédération. Ils ont malgré tout voulu maintenir la manifestation de ce samedi pour mettre la pression sur le gouvernement* », déplore-t-elle. ■